



— Un bilan réjouissant qui contraste avec la morosité qui plombe le paysage médiatique —

Les Radios Régionales Romandes respirent la santé

L'union fait la force. Les responsables des radios privées de la Suisse francophone ont fait leur cet adage. Ils se sont mis à travailler ensemble, chaque unité conservant toutefois son indépendance. Seconde démarche initiée sous le signe de la solidarité : les radios régionales romandes collaborent avec la RTS. Ces deux acteurs servent ainsi le service public de façon complémentaire. Bénéficiant de leur quote-part de la redevance, les radios régionales réussissent à plutôt bien maîtriser le budget.

Philippe Zahno, l'homme orchestre

Philippe Zahno est la tête bicéphale de cette organisation. Il dirige les deux communautés professionnelles présentes en Romandie : l'Union des Radios Régionales Romandes (RRR) et la Communauté radiophonique romande, cette dernière réunissant les RRR et la RTS. Une coopération rendue nécessaire par la conjoncture explique Philippe Zahno : « Nous nous sommes unis pour défendre les intérêts de la minorité face à la tendance naturelle de la Suisse alémanique d'imposer ses vues dans le concert helvétique. Nous devons nous battre en permanence pour faire en sorte que les Romands soient entendus. Au niveau européen, le marché de la Suisse francophone est insignifiant, un phénomène que nous ne pouvons ignorer. Autre problématique : les radios

françaises établies au sud du lac Léman perturbent fortement le marché. Pas tellement le marché des auditeurs, mais celui des publicitaires avec comme corollaire les pratiques de dumping. Nous agissons afin que les RRR puissent poursuivre leurs activités dans des conditions économiquement favorables. Leurs bilans sont actuellement encourageants. Un succès par rapport à la presse écrite de notre pays qui crie misère et aux télévisions régionales romandes qui sont sous perfusion ».

De l'analogique au numérique

Les fonctions de Philippe Zahno sont multiples : « Je coordonne la collaboration institutionnelle. Nous avons ouvert un bureau à Berne. Deux journalistes couvrent l'actualité fédérale. Des interviews, des reportages, des brèves et des éclairages sont réalisés régulièrement et



Philippe Zahno dirige les RRR depuis 2011

diffusés selon les besoins de chaque radio. Les RRR attachent aussi une grande importance aux événements sportifs nationaux et internationaux. Grâce à ce regroupement, elles peuvent suivre, en envoyant un journaliste sur place, les JO, la Coupe du monde de ski alpin, les championnats du monde de hockey, Roland Garros, ... L'acquisition de publicités dans un pôle appelé JPA est un autre exemple de la nécessité du regroupement ».

« Nous vouons un soin particulier à la formation. Chaque année un cours de perfectionnement est organisé au CIP à Tramelan destiné exclusivement aux collaborateurs des RRR qui bénéficient d'un studio spécialement équipé. Ces stages sont reconnus par les autorités fédérales qui les subventionnent. ».

« Sur le plan technique, les RRR ont signé avec la radio nationale un accord

qui règle les modalités de la migration de l'analogique (FM) au numérique (DAB+). Dès 2020, tous les programmes de radio seront diffusés en Suisse uniquement en mode numérique ».

« Je noterai encore que les journalistes des RRR acquièrent leur formation de base à l'Académie du journalisme et des médias de Neuchâtel ou au Centre de formation au journalisme et aux médias de Lausanne ».

Une épée de Damoclès

L'on estime qu'actuellement plus de 500 000 auditeurs écoutent quotidiennement les radios privées de la Romandie. « Ce succès est dû au fait qu'elles jouent un rôle de service public régional, complément au service public général de la RTS » précise Philippe Zahno qui ajoute : « Un statut qui est confirmé par le Conseil fédéral. La force des RRR : un public de proximité qui met en exergue un phénomène identitaire propre à chaque canton dont elles sont la caisse de résonance ».

Le porte-parole ne cache pas que l'horizon pourrait subitement s'assombrir si l'initiative « no billag » était acceptée. « Les radios périphériques bénéficient d'une quote-part de la redevance qui représente grosso modo un tiers de leur budget. Sans cette manne, certaines stations ne survivront pas. Douleuruse perspective ! ».

Propos recueillis par Jean-Pierre Molliet

Edito

France : la cause francophone écartée des options gouvernementales



Le Gouvernement Macron se fout de la francophonie. Pas la moindre trace de ministère, de secrétariat d'Etat, dédié à la francophonie. De quoi rendre perplexes ces millions d'hommes et de femmes qui, à travers la planète, luttent au quotidien, parfois dans des conditions difficiles, pour la défense de la langue de Molière qui représente une

des multiples valeurs que répand le souffle de la francophonie.

Il est vrai que pour certains chefs d'Etat de l'Hexagone, le portefeuille de la francophonie avait le seul mérite d'exister. Qui se souvient par exemple des noms qui se sont succédé à ce poste sous l'ère Hollande ? Il y en a eu sous la 5^e République des distributions de « maroquins ministériels » en récompense de services rendus !

Mais il existe heureusement sur le lot de la quinzaine de personnalités qui ont

transité par ce ministère au cours des trente dernières années, quelques noms retenus par la postérité. Alain Decaux sous le gouvernement Rocard de 1988 à 1991 est devenu un acteur institutionnel après avoir déjà incarné la francophonie en tant qu'écrivain et académicien. Sous le gouvernement d'Edouard Balladur, le ministre Jacques Toubon (1993-1995) a œuvré pour la défense de la langue française en luttant contre le franglais et en imposant aux radios privées de diffuser 40% de chansons

d'expression française.

Pour les locuteurs hors France, le nouveau président donne un bien mauvais exemple. Pourtant Emmanuel Macron, en campagne, claironnait : « Je considère que notre langue est une chance pour notre pays et qu'il est indispensable de fixer des objectifs ambitieux et des propositions concrètes dans le domaine de la promotion de la langue française ». Fin de citation.

*Jean-Pierre Molliet,
président*

RSF : aides bienvenues au service de la démocratie

Chaque année, Reporters sans frontières se mobilise aux côtés des journalistes qui continuent leur travail d'information, malgré les risques et un climat bien souvent délétère pour la presse, comme en témoigne le classement mondial de Reporters sans frontières pour l'année 2017

L'organisation soutient entre autres les journalistes arbitrairement poursuivis en justice, en raison de leurs activités, à financer leurs frais d'avocat. Elle aide aussi les journalistes victimes d'agressions à faire face à leurs frais médicaux. RSF assiste également leurs familles, victimes collatérales des agissements de ceux qu'une information libre dérange. Près de la moitié des bourses d'assistance attribuées en 2016 étaient destinées à couvrir les besoins de mise en sécurité ou de relocalisation de journalistes. Face aux menaces, nombreux sont ceux qui n'ont d'autre choix que de quitter leur domicile, de rejoindre une autre ville, une autre région, voire un autre pays. RSF les aide alors à s'établir en lieu sûr et à faire face à leurs besoins les plus urgents à leur arrivée.

Si certains journalistes sont en mesure de revenir et de reprendre leurs activités

après quelques semaines ou quelques mois, l'acuité des risques rend parfois impossible tout retour rapide. Ils sont en effet des dizaines chaque année à devoir se résoudre à cette dernière extrémité, le plus souvent après des années de persécutions.

Des voix libres et indépendantes

En 2016, RSF a principalement investi ses ressources financières au soutien de ceux qui poursuivent leur travail d'information, en dépit des pressions. Deux tiers des fonds alloués visaient à soutenir les activités de médias ou d'organisations indépendantes.

«RSF s'efforce d'aider les journalistes et les médias à continuer à faire entendre leur voix, libre et indépendante, dans leurs pays d'origine, comme en exil», déclare Martial Tourneur, responsable du bureau Assistance.

RSF a notamment soutenu deux de ses partenaires historiques: **Journaliste en danger (JED)** et le **Journalistic Freedoms Observatory (JFO)**. Infatigables sentinelles, ces deux organisations veillent sur la situation de la liberté de l'information et des journalistes respectivement en RDC et en Irak, pays parmi les plus violents pour



la presse situés aux 154^e et 158^e places au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF pour l'année 2017. Parmi les médias accompagnés par RSF figurent également certains ayant repris la flamme du journalisme en exil. Ils sont notamment issus de Syrie, où la situation sécuritaire est devenu trop difficile.

organisations s'efforcent de documenter les exactions dont sont victimes les journalistes et de les soutenir, sur l'ensemble des territoires congolais et irakien. Alors que la RDC et l'Irak s'enlisent dans l'incertitude politique et les violences, leur activité est plus que jamais nécessaire.

Un combat sans frontières

A 10000 km de distance, Journaliste en danger (JED) et le Journalistic Freedoms Observatory (JFO) se sont fixées une mission commune. Partenaires historiques de RSF respectivement créées en 1998 et en 2004, les deux

En 2016, RSF leur a apporté un soutien financier afin de leur permettre de poursuivre leurs activités de veille et de plaidoyer en faveur de la liberté d'information et des journalistes. JED a également été en mesure d'effectuer plusieurs missions à la rencontre de journalistes exerçant en province. (c)

131 bourses de soutien allouées à des journalistes et médias en exil ou en activité.
Plus de 330000 euros versés pour venir en aide à des médias ou des journalistes.
47 % des bourses destinées à œuvrer à la mise en sécurité de journalistes menacés.

Genève – PEC : solidarité avec la Turquie

En Turquie, 165 journalistes sont en prison et 200 médias ont été fermés. Cette année, le comité de la PEC (Press Emblème Campagne) a sélectionné la Turquie en raison de la détérioration de la liberté de la presse et des risques pris par les journalistes dans ce pays ces derniers mois.

En remettant son Prix, la PEC veut exprimer sa solidarité avec les journalistes détenus arbitrairement et soutenir le combat courageux de beaucoup d'autres pour la liberté d'expression.

«Nous demandons aux autorités turques de libérer rapidement tous les travailleurs des médias détenus et de réouvrir les médias qui ont été fermés. Des journalistes turcs sont victimes d'accusations absurdes et de pressions intolérables», a déclaré le secrétaire général Blaise Lempen lors de la cérémonie de

remise à Genève le 1^{er} juin dernier. Ce soutien va en particulier à Hasan Cemal,



Hasan Cemal: une lutte permanente pour la liberté d'expression

président et fondateur de la Plateforme pour un journalisme indépendant.

Punis pour avoir dit la vérité

«Les journalistes turcs sont punis pour avoir dit la vérité, pour avoir dit des choses que les gens au pouvoir ne veulent pas entendre. La Turquie est le pays qui persécute le plus de journalistes au monde», a affirmé Hasan Cemal en remerciant pour cette distinction dans une situation très critique.

La PEC cherche à convaincre les pays et leurs autorités de mieux défendre les journalistes dans les pays en guerre et de mieux enquêter et punir. Au cours de l'an dernier, 156 journalistes ont été tués dans 33 pays dans le monde, un nombre record. Depuis le début de 2017, au moins 41 autres travailleurs des médias ont subi le même sort. L'UPF est représentée au comité de la PEC.

*Daniel Favre, vice-président de la PEC
Président d'honneur de l'Association suisse des journalistes francophones*

Nouvelles de l'UPF

Médias, environnement et développement durable

C'est une réussite. Le symposium de l'UPF des 30 et 31 mars sur « Médias, environnement et développement durable » a été en tous points un incontestable succès.

Non seulement par son contenu — ce qui est évidemment primordial — mais aussi grâce à un environnement exceptionnel et un accueil remarquable à l'Université Mohamed VI Polytechnique de Benguerir.

D'abord le contenu : tables rondes et ateliers ont tenu leurs promesses et des débats fructueux ont pu s'organiser. Le temps était compté et nous aurions eu besoin de prolongations pour permettre que tout le monde s'exprime. Difficile de résumer les constats et les exigences qui ont marqué les discussions. Unanimité pourtant sur une demande récurrente : le besoin d'en savoir plus pour mieux jouer le rôle d'information qui est

celui des médias sur ces grandes questions du développement durable. Pas facile parfois de traiter simplement des questions souvent complexes. Si Maria Snoussi, Présidente du conseil scientifique de l'IRD, a réussi la prouesse de la vulgarisation, le besoin de formation a été exprimé souvent, et singulièrement au cours des débats des ateliers. L'un d'eux a même été jusqu'à formuler une « revendication » pressante : que l'UPF renouvelle ces rencontres, et qu'elle mette en place des formations adaptées pour toujours mieux traiter les questions d'environnement.

Un chapelet de questions

Prendre position sur les questions environnementales ? S'engager ? Comment aborder les problèmes de gouvernance, les promesses et les engagements non tenus ? N'y a-t-il pas au fond des questions de fond liées aux libertés de la presse ? Quelles pressions des Etats et des entreprises sur les médias lorsque

sont dénoncés des excès ou des contraventions aux lois ? Quelles pressions sur les médias lorsque les budgets publicitaires sont menacés ? Quels moyens mis en œuvre par les médias pour couvrir les questions liées au développement durable ?

« Je ne sais pas combien de journalistes ont été envoyés à la COP 22, mais on en a envoyé des dizaines pour des matches de foot »... a résumé sur cette question Mamoudou Ibra Kane, directeur général du groupe Futurs Médias (Sénégal). « La responsabilité sociale des entreprises dans l'environnement, c'est aussi une question de rapport de forces », a renchéri Khalil Hachimi Idrissi, Directeur Général de Maghreb Arab Press.

Un excellent résumé des débats a été publié dans le quotidien marocain « L'Economiste » du 3 avril sous la plume de Nadia Salah : « ... Chez nous, la culture technique est moins développée, moins répandue. Elle reste très, trop souvent une affaire d'experts. Ce qui impose donc aux médias un effort

important : propager, bien sûr, mais aussi vulgariser, démocratiser... et protéger.

Information et formation

En effet, l'information, et sa petite sœur la formation, sont des cibles pour des formes spécifiques de pollution. Le « Green Washing », le « rhabillage en vert » est une pratique fréquente chez les grands pollueurs, qui y mettent des moyens colossaux, pour influencer les élus et les gouvernements ou pour faire — ou faire faire — la guerre à un concurrent.

Le « green washing » n'a pas encore intoxiqué le continent, pour une bonne et mauvaise raison à la fois : les voix citoyennes ont du mal à peser car leur force d'influence politique ou commerciale reste limitée. Il n'y a que les médias pour leur donner du poids. Et les réseaux de médias pour se protéger les uns les autres ».

*Jean Kouchner,
Secrétaire général international*

Prochains rendez-vous : de Conakry à Ouagadougou

Les prochaines assises auront lieu, du 20 au 25 novembre 2017, à Conakry, en Guinée. Le thème retenu : « Journalisme, Investigation, Transparence », est bien au cœur du développement des médias aujourd'hui : Comment vérifier les « informations » qui circulent ? Com-

ment permettre que les médias mènent les enquêtes auxquelles les citoyennes et les citoyens ont droit ? Jusqu'où peut-on aller dans la recherche d'informations ? L'économie, pour se développer, a besoin elle aussi de médias libres et dynamiques. La liberté d'informer s'arrête-t-elle aux

portes de l'entreprise ? Comment investiguer sur ces questions déterminantes, aussi bien dans un pays en développement que dans les pays développés. Toutes ces questions, et bien d'autres, seront au cœur des assises de Conakry.

Après Monaco en 2016 et BenGuerir

(Maroc) en 2017, le 3^e Symposium de l'UPF se déroulera au Burkina Faso en mars 2018. Le président Madiambal Diagne a, le 6 juillet dernier, scellé l'accord avec le Président Roch Marc Kaboré qui le recevait en audience au palais présidentiel à Ouagadougou.

UPF : nouveau logo

Des cercles entrelacés symbolisant le lien et l'échange. Tout en noir sur fond blanc, le nouveau logo de l'UPF mise sur la simplicité et la lisibilité. Le logo se décline facilement pour y ajouter le nom des sections nationales.

La nouvelle identité visuelle de l'UPF

internationale est signée par les ateliers Michel Bouvet, un grand nom du design international.

C'est une identité nouvelle pour un changement de cap que s'offre l'association des médias francophones. Une UPF résolument ouverte sur l'autre et

sur le monde. En s'offrant cette nouvelle identité, l'UPF a voulu capitaliser sur ses points forts : son réseau qui compte une cinquantaine de sections dans le monde aujourd'hui. Un réseau de partage qui est lié par les mêmes valeurs : la liberté d'expression, l'indépendance des



journalistes et l'autonomie des médias dans le monde.

Bureau international : du nouveau

Selon la réglementation et la législation régissant les associations françaises, Khadija Ridouane secrétaire générale adjointe ne pouvait plus être rémunérée à ce titre. De nouvelles dispositions ont été prises. Ce poste lui a été retirée. Elle

occupe désormais la fonction nouvellement créée de directrice exécutive de l'UPF. Daniela Coman de la section roumaine lui succède en tant que secrétaire générale adjointe. Le Bureau maintient ainsi la parité. Il est composé de :

Madiambal Diagne, président (Sénégal), Françoise Dos, vice-présidente (France), Jean-Pierre Molliet, vice-président (Suisse), Aimé Robert Bihina Abanda, vice-président (Cameroun), Jean-Kouchner, secrétaire général (France)

Daniela Coman, adjointe (Roumanie), Zara Nazarian, trésorière (Arménie), Margareta Stroot, adjointe (Moldavie).

Livre à découvrir

Blaise Lempen plonge dans le désordre mondial

Après 40 ans de journalisme, l'ancien correspondant de l'ATS à l'ONU revisite sa bibliothèque et reprend la plume. Il dénonce « l'intolérable, les guerres, la violence aveugle, le retour de la barbarie, l'impuissance internationale, la crise du politique » et nous aide à réfléchir. Quittant le compte-rendu au jour le jour, il peut contempler la complexité du monde actuel et les difficultés à gouverner qui « ont augmenté avec la mondialisation économique, avec la complexité, l'interdépendance, l'interconnexion, l'ouverture, liées à l'intensification de la communication ».

Des catastrophes de toute nature

Au fil des chapitres, l'auteur dissèque les désenchantements : la chute du communisme 25 ans après, les conflits du Moyen-Orient, les nouveaux risques technologiques, les défis écologiques, les nouvelles inégalités. Un monde toujours plus dangereux. Qui le gouvernera ? Le désastre syrien en est une illustration. Et le retour de la religion en politique augmente les difficultés.

Quelle démocratie pour demain ?

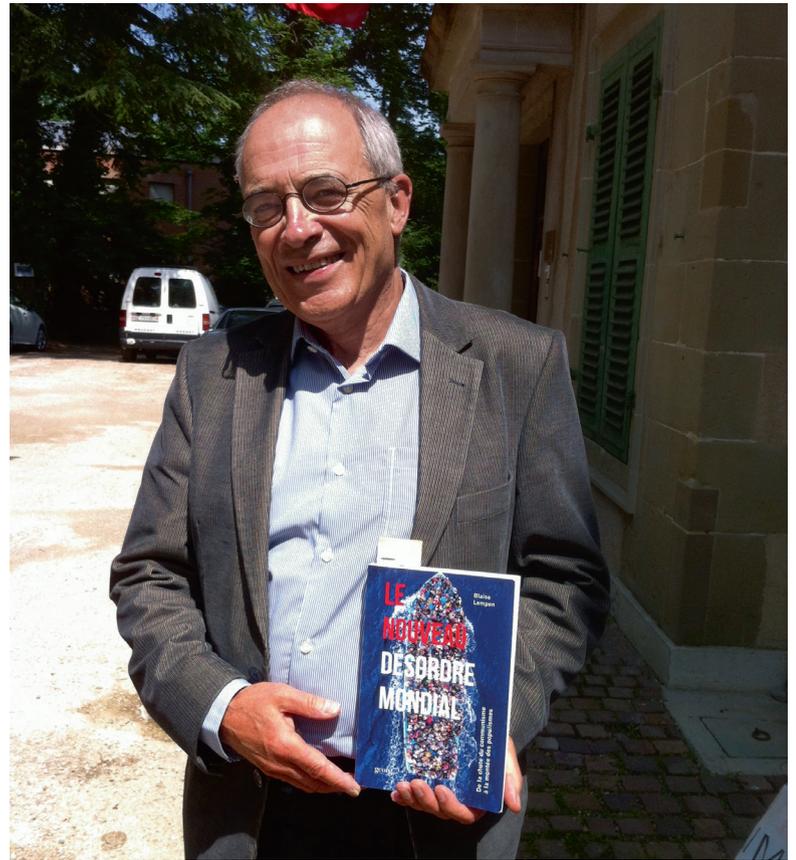
Blaise Lempen analyse non seulement la montée des partis populistes en Europe, le Brexit ou l'élection de Donald Trump, mais également le pouvoir des lobbies, ainsi que des pistes pour donner une nouvelle force à l'Europe. « préserver l'échelon européen de la gouvernance mondiale m'apparaît comme une condition incontournable pour maintenir un pôle de stabilité dans le désordre mondial ». En bon connaisseur, il décrit les faiblesses de l'ONU et de son Conseil de sécurité.

Recettes pour un monde meilleur

Parmi les obstacles à franchir se trouve le défi climatique. C'est un travail de longue haleine. Comment réorienter la croissance, comment créer un nouvel humanisme et penser sur le long terme ? Les nouveaux outils de la société civile, grâce à internet apportent certaines clés qui ont donné naissance à une effervescence associative.

Malgré certains élus en place, peut-on changer la donne ? Un des éléments, selon l'auteur de ce vaste champ de bataille, c'est « le concept d'éthique quelque peu désuet. Il me semble correspondre le mieux au besoin d'assurer la survie de l'humanité dans le monde dangereux, instable que nous avons décrit ».

DF



« Le nouveau désordre mondial, de la chute du communisme à la montée des populismes »

Blaise Lempen Ed Georg 366 pages

P.P.
CH-2002 Neuchâtel 2 Gare

LAPOSTE

Verbophonie n° 3

L'association suisse des journalistes francophone greffera la 3^e édition de Verbophonie sur les spectacles du théâtre Benno Besson d'Yverdon-les-Bains programmés les 15 et 16 décembre prochains. A cette occasion, Michel Bühler nous fera le plaisir de remonter sur scène. Poète reconnu dans toute la francophonie, défenseur de la chanson française, artiste engagé, il réapparaîtra après de longs mois d'absence.



Michel Bühler

Le Prix Ahmadou Kourouma 2017 attribué à Max Lobe

Dédié à la mémoire de l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma, le Prix littéraire qui porte son nom a été décerné à Genève à l'écrivain camerounais Max Lobe pour son roman *Confidences* (éditions Zoé).

Dans un récit aussi éloigné du dolorisme que de la nostalgie, l'auteur prend le large et revisite l'histoire de son pays natal, le Cameroun, à l'aube des Indépendances. Une vieille femme, témoin de cette période troublée accompagne et guide le narrateur : Ma Maliga. Incarnation de la sagesse, cette figure digne d'un conte joue le rôle d'intercesseur : par le mérite d'une écriture au plus près du parler populaire, mais sans affectation ni exotisme, au gré d'une déambulation agrémentée par de larges rasades de vin de palme, se révèle peu à peu l'épopée de Ruben Um Nyobé, figure révolutionnaire qui, encore aujourd'hui, fait l'objet d'un silence embarrassant. Né à Douala en 1986, Max Lobe a grandi dans une famille de 7 enfants. Il est arrivé en Suisse à l'âge de 18 ans. Il a suivi à Lugano des études de Communication et journalisme.

Impressum

Parution trimestrielle. Editeur: Association suisse des journalistes francophones, Case postale 287, CH 2002 Neuchâtel – abo@francophonie.ch – CCP 10-3056-2 Lausanne.
Coordinateur et rédacteur en chef: Jean-Pierre Molliet. **Abonnements :** compris dans la cotisation des membres de l'association : Fr. 20.– par an. **Préresse et impression :** Centre d'impression Le Pays SA **Publicité :** page entière : Fr. 150.– ; 1/2 page : Fr. 80.– (1 parution) ; page entière : Fr. 130.– ; 1/2 page : Fr. 70.– (plusieurs parutions).